



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 14 août 2023

## ❖ Régional

### L'essor du commerce intrarégional dans le cadre de la ZLECAf prendra du temps

Plus de deux ans après la mise en place de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), le commerce intrarégional reste encore faible à 14,4 % du total des exportations africaines. Les Etats bénéficient d'une certaine durée pour lever les droits de douane : 5 et 10 ans pour les produits réguliers et sensibles<sup>1</sup> respectivement, ou 10 et 13 ans respectivement pour les PMA. Les pays doivent aussi respecter certains seuils : 90 % de marchandises libéralisées à terme, dont 7 % de produits sensibles, et au plus 3 % de produits exclus de libéralisation. Les Etats membres de la CAE, plutôt protectionnistes concernant certains produits sensibles (par exemple les aliments de base) ne respectent pas encore ces seuils. En outre, des lignes tarifaires libéralisés de la CAE s'élèvent actuellement

à 85,9 %, contre les 90 % imposés par la ZLECAf. Aussi, les membres du Conseil des Affaires de l'Afrique de l'Est se sont réunis le 7 août à Kampala pour discuter de l'état d'avancement des tarifs douaniers de la CAE dans le cadre de la ZLECAf. Les Etats partenaires de la CAE souhaitent établir leur propre liste de produits sensibles, mais les discussions continuent de se prolonger.

## ❖ Burundi

### BAD : Mise en œuvre satisfaisante des projets malgré un taux de décaissement faible

Dans le cadre du document de stratégie pays (DSP) 2019-2023 pour le Burundi, la Banque Africaine de Développement (BAD) a jugé positivement de l'avancée des projets qu'elle finance ou cofinance, avec un taux de mobilisation de 70 % des ressources. Le document DSP 2019-2023 pour le Burundi s'est essentiellement appuyé sur deux piliers : appuyer le développement et la transformation de

<sup>1</sup> Ce sont des marchandises dont un pays décide qu'elles sont nécessaires à la sécurité alimentaire et qu'il ne souhaite donc pas libéraliser.

l'agriculture ainsi qu'améliorer les infrastructures de transport et d'énergie. Il a permis de mobiliser environ 131 MUSD et deux projets en cours pourraient porter ce montant à 245 MUSD. Cependant, la BAD soulève tout de même que la performance du portefeuille alloué au secteur public enregistre un taux de décaissement moyen trop faible à 35,6 %.

## ❖ Comores

La France contribue au projet de réhabilitation du port de Mohéli pour 5 MEUR

L'Ambassadeur de France en Union des Comores et le ministre comorien des finances ont signé le 31 juillet une convention de financement portant sur la contribution française (via l'Agence française de développement) au financement du projet de réhabilitation du port de Mohéli à hauteur de 5 MEUR (sur un montant total de 85 MEUR). Ce financement vient ainsi compléter les contributions financières précédemment approuvées par la Banque mondiale (60 MEUR) et la Banque africaine de développement (20 MEUR). Les travaux débiteront d'ici fin 2023 et comprendront notamment le dragage et la mise en place d'un brise-lame. L'Ambassadeur de France a souligné l'articulation de ce financement avec la récente signature d'une convention de financement de 10,5 MEUR relatif au projet de navettes et de réhabilitation des gares maritimes inter-îles en décembre 2022.

## ❖ Djibouti

*Pas de brève cette semaine*

## ❖ Erythrée

*Pas de brève cette semaine*

## ❖ Ethiopie

Nouvelles mesures de la Banque Centrale éthiopienne pour lutter contre l'inflation

La Banque Centrale éthiopienne (NBE) a présenté les grandes lignes de sa nouvelle politique monétaire. Son objectif est la lutte contre l'inflation (l'objectif annoncé est de 20 % d'inflation), qui, depuis plus de 2 ans maintenant se stabilise entre 30 % et 35 %. L'enjeu est de restaurer sa crédibilité et notamment vis-à-vis du FMI pour le programme actuellement en discussions. Cette politique comprend une restriction des crédits avec pour objectif de réduire la croissance de l'agrégat M2. Pour les acteurs privés et les entreprises publiques cela se traduit par une limitation de l'accès au crédit et, s'agissant du gouvernement, ses nouveaux engagements par avance directe ne devront pas dépasser le tiers de la valeur de celles de l'année précédente et le total de la dette du gouvernement central à la NBE contenue à 14 % de croissance. D'autre part la NBE a rehaussé de 2 points le taux de facilité de prêts aux banques commerciales, qui passe ainsi à 18 %. Enfin, la seconde mesure est l'assouplissement des restrictions sur l'accès aux devises pour les exportateurs. Jusqu'à présent ces

derniers n'avaient accès qu'à 20 % des devises qu'ils généraient, ils auront maintenant accès à 40 % - 50 % restent détenues par la NBE et 10 % réallouées aux banques commerciales. Cette mesure vise à diminuer le recours au marché noir du change pour l'obtention de devises.

### Publication par l'*Ethiopian Investment Commission* des résultats de l'année fiscale 2022/2023

L'*Ethiopian Investment Commission* (EIC) a annoncé que 269 investisseurs avec un capital total de 3,4 Mds USD – contre 2,9 Mds USD l'année dernière - avaient reçu une License d'investissement et lancé leurs opérations dans le pays au cours de l'année fiscale 2022/2023. Les principaux secteurs concernés sont l'agriculture, l'industrie manufacturière (71 projets), l'extraction minière et la tech. La Commission a par ailleurs indiqué que les investissements avaient créé plus de 67 000 emplois dans le pays. L'attraction de plus d'IDE est un enjeu crucial au regard de la pénurie de devises que connaît le pays. Pour de nombreux investisseurs, trop de barrières subsistent pour investir dans le pays avec au premier rang la problématique de l'accès et du rapatriement des devises. La situation sécuritaire reste également un frein à l'investissement étranger.

### Point sur l'avancée des négociations en lien avec la ZLECAf et l'accession à l'OMC de l'Éthiopie

Le gouvernement éthiopien a annoncé la reprise des négociations avec l'OMC qui se concrétiserait par la tenue de la cinquième réunion du groupe de travail au printemps

2024. Cette annonce fait suite à la visite d'une délégation du ministère du Commerce et de l'Intégration régionale (MoTRI) au siège de l'OMC le 28 juillet. À noter que le Ministre du MoTRI, Gebremeskel Chala, a été nommé négociateur en chef pour l'accession à l'OMC en remplacement de l'actuel Gouverneur de la Banque Centrale éthiopienne. Le processus d'accession du pays avait été initié en 2003. Après une période d'inactivité de 8 ans, les négociations du groupe de travail avaient repris en 2020 pour être à nouveau mises en suspens en raison du conflit au Tigré. À ce jour, l'Éthiopie a achevé son « résumé factuel » (résumé des points soulevés lors des discussions à propos de l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur fourni par le pays) et se trouve au milieu de la phase bilatérale des négociations. Au niveau continental, l'Éthiopie a ratifié l'accord ZLECAf en 2019 mais n'a pas encore soumis à l'UA sa proposition de tarif concessionnel sur les biens. La compagnie publique *Ethiopian Airlines* a, elle, annoncé garantir une réduction de 10 % sur ses taux de fret applicable dès août 2023 sur les expéditions de marchandises intra-africaines.

### Subvention de 54 MUSD de la BAD pour améliorer la production de blé en Éthiopie

La Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé l'octroi d'une subvention de 54 MUSD à l'Éthiopie pour stimuler la production de blé du pays et ainsi augmenter les revenus des petits producteurs dans 4 régions (Afar, Amhara, Oromia et Somali). Plus précisément, le

projet permettrait, d'une part, d'améliorer l'accès à des semences de blé de qualité en quantité suffisante, la gestion de l'acidité des sols, de réduire la dépendance à l'agriculture pluviale, de garantir une meilleure mécanisation pour la production et, d'autre part, de renforcer la structuration de la filière du blé (canaux de commercialisation formels, contractualisation) entre les différents maillons de la chaîne de valeur agricole (producteurs, transformateurs, distributeurs). Des contributions sous forme de subvention du (i) gouvernement des Pays-Bas (20 MUSD) ; (ii) de l'entreprise OCP Africa (10 MUSD) ; (iii) du Centre mondial pour l'Adaptation (0,30 MUSD) et (iv) une contrepartie éthiopienne à hauteur de 10 MUSD viennent compléter la subvention BAD portant ainsi l'enveloppe totale du projet à 94,3 MUSD. L'Éthiopie est le deuxième producteur de blé en Afrique subsaharienne, derrière l'Afrique du Sud. Le pays prévoit de devenir autosuffisant en blé et exportateur net d'ici 2025/26, en visant une production supplémentaire de 4,2 Mt de blé irrigué (le déficit de la production de blé en Éthiopie serait de 0,6 Mt/an actuellement).

## Kenya

### Les petites banques se tournent vers la CBK pour obtenir des liquidités

Touchées par la crise des liquidités, les banques de niveau 3, c'est-à-dire les plus petites banques kényanes, se tournent vers la CBK (*Central Bank of Kenya*) afin d'obtenir du soutien. En cause, la forte hausse du taux interbancaire, qui est passé

de 8,6 % au 14 juillet à 17,4 % au 03 août. Par conséquent, des dizaines de petites banques se sont retrouvées en pénurie de financement. Ainsi certaines banques n'ont pas réussi à respecter leur ratio de réserves obligatoires de 4,25 % au cours des trois dernières semaines, nourrissant un déficit des réserves des banques commerciales qui atteint 4,7 Mds KES. Ces banques se sont donc tournées vers la CBK, qui bénéficie d'instruments multiples tels que les accords de prise en pension (*reverse repo*), les dépôts d'enchères à terme et le guichet d'escompte.

### L'UA interpelle Moody's sur la notation prématurée du plan de rachat d'euro-obligations du Kenya

L'*African Peer Review Mechanism* (APRM), une instance autonome de l'Union Africaine (UA), s'est rangée derrière le président Ruto concernant ses accusations de notation prématurée de la part de l'agence de notation Moody's. Le président a annoncé qu'il pourrait racheter une partie de l'euro-obligation qui arrivera à maturité en juin 2024 afin d'allonger le délai de remboursement. Cependant, Moody's a précisé le 2 août qu'elle pourrait considérer cela comme un défaut de paiement, ce qui impacterait le coût du refinancement. L'APRM a considéré que les propos tenus par Moody's étaient prématurés puisque les détails officiels et les termes du rachat n'avaient pas été rendus publics. De plus, l'APRM a précisé que ce commentaire a conduit à des ventes de l'euro-obligation, conduisant à une hausse des rendements et par conséquent renforçant la dépréciation de la monnaie locale. L'APRM a donc fait appel à l'ANNRCRA (*African Network of*

National Regulators of Credit Rating Agencies) pour que des actions soient prises afin d'assurer un comportement adapté de la part des agences de notations et endiguer la transmission de messages pessimistes non fondés.

### L'Etat réduit ses prévisions de dette domestique au profit d'un endettement extérieur

Le gouvernement a diminué la cible d'emprunt domestique de 270,5 Mds KES au profit d'un endettement sur les marchés extérieurs. La cible d'emprunt domestique est donc passée de 586,5 Mds KES à 316 Mds KES. Cette décision de réduire l'emprunt domestique a pour objectif de fournir au Trésor de nouvelles devises et réduire la pression croissante sur les taux d'intérêts domestiques. Ces dernières semaines, les taux ont atteint 16,8 % pour les obligations et 13 % pour des bons du Trésor. En parallèle, la cible de l'emprunt extérieur est passée de 131,5 Mds KES à 402 Mds KES. Le gouverneur de la CBK a précisé que ce nouvel endettement externe serait financé par des bailleurs multilatéraux régionaux et mondiaux, sans pour autant préciser lesquels. Le financement sera largement concessionnel, mais une partie de la dette restera commerciale.

## Madagascar

### Nouvelle hausse du corridor des taux d'intérêt par la Banque centrale

Le 8 août 2023, la Banque centrale (BFM) a une nouvelle fois relevé ses taux des facilités de dépôts et des facilités de prêt

marginal, atteignant respectivement 9 % (8,5 % en mai dernier) et 11 % (contre 10,5 %). Cette décision est motivée par les prévisions d'inflation moyenne en 2023, qui devrait s'accélérer à 10,5 % selon le FMI (contre 9,5 % initialement prévus). En juin 2023, l'inflation a atteint 11,3 % en glissement annuel selon l'Institut national de la statistique (Instat), reflétant les prix alimentaires mondiaux élevés et les effets de l'augmentation de 43 % des prix des carburants en juillet 2022. Le taux du coefficient des réserves obligatoires a quant à lui été maintenu à 9 %.

## Maurice

*Pas de brève cette semaine*

## Ouganda

### La Banque mondiale impose des conditions à tout nouveau financement à l'Ouganda en réaction à la loi anti-homosexuelle

Le président Museveni a promulgué la loi « Anti-Homosexualité » en mai 2023, laquelle prévoit la peine de mort pour « homosexualité aggravée ». En réaction, dans un communiqué du 8 août 2023, la Banque mondiale (BM) a annoncé suspendre tout nouveau financement à l'Ouganda tant que des mesures protégeant les minorités n'auront été prises par les pouvoirs publics ougandais. La BM précise que l'éradication de la pauvreté, ne peut réussir qu'en incluant chaque individu, indépendamment de sa race, son genre et sa sexualité. La BM est le premier bailleur en Ouganda, avec un

portefeuille de projets s'élevant fin 2022 à 5,4 Mds USD d'engagements, et détenant 20,2% de la dette ougandaise au 1<sup>ère</sup> juillet 2022. Cette décision de la BM a provoqué une dépréciation du shilling ougandais et pourrait induire une dégradation de la note souveraine de l'Ouganda surtout si d'autres bailleurs suspendaient leurs financements. Reprochant à la BM de contraindre par l'argent l'Ouganda à abandonner « [sa] foi, culture, [ses] principes et [sa] souveraineté », le Président Museveni a précisé que l'Ouganda se développera « avec ou sans prêts », tandis que le Ministère des Finances prévoit de réviser le budget pour l'exercice 2023/24 (probable baisse du salaire des fonctionnaires à venir).

### Sommet du G-25 African Coffee à Kampala

Le 8 août 2023, l'Ouganda a accueilli le 2<sup>ème</sup> sommet du G-25 *African Coffee*, structure créée en 2021 et rassemblant 25 Etats africains producteurs de café. Avec comme thème "*Transforming the African Coffee Sector through Value Addition*", ce sommet a réuni des représentants des 25 Etats africains membres mais aussi du secteur privé (producteurs, transformateurs, exportateurs et associations). Le Président Museveni a déploré la faible transformation du café ougandais : premier exportateur africain de café en 2022 (859 MUSD), 95% des exportations ougandaises de café sont constituées de graines non transformées selon le plan de développement. Pour augmenter la valeur ajoutée du café ougandais, le Président Museveni a proposé au représentant de l'Etat algérien de constituer des *joint-ventures*, tandis que l'Ambassadeur de l'UE en Ouganda a

rappelé que l'UE était prête à soutenir les propositions du G-25 *African Coffee Summit*.

### La Banque centrale ougandaise baisse son taux directeur pour la première fois depuis 2021

La banque centrale ougandaise (*BoU-Bank of Uganda*) a annoncé, mardi 15 août 2023, la première baisse depuis 2021 du taux directeur, passant de 10% à 9,5%. Cette décision marque la volonté de la BoU de soutenir la croissance alors que le pays traverse un épisode de désinflation. L'inflation avait atteint un pic à 10,7% en octobre 2022 mais a diminué régulièrement depuis pour s'établir à 3,9% en juillet 2023. Cette baisse peut s'expliquer par la politique monétaire restrictive de la BoU, l'amélioration des récoltes nationales et la baisse des prix mondiaux de matières premières.

### Rwanda

### Le gouvernement autorise 35 compagnies rwandaises à importer 213 000 tonnes de sucre sans payer de droits d'importation

Dans le but de soutenir les industries locales et de promouvoir la croissance économique, le gouvernement a autorisé 35 entreprises rwandaises à importer plus de 213 000 tonnes de sucre à des fins industrielles sans payer de droits d'importation au cours de l'année fiscale. Principalement destinée à la production de boissons (gazeuses, bières), ainsi que de divers produits alimentaires pour le marché

local, cette initiative d'importation s'aligne sur la vision économique plus large du Rwanda. Ainsi, en fonction des besoins de production de chaque fabricant, des quantités variables de sucre ont été importées, en franchise de droits, par les 35 entreprises sélectionnées, allant de 3 tonnes à plus de 60 000. Néanmoins, les produits fabriqués à partir du sucre importé et vendus dans d'autres États partenaires de la CAE seront soumis à des droits, des prélèvements et des frais supplémentaires (dans le cadre TEC de la CAE).

### La Banque Nationale du Rwanda a augmenté son taux directeur de 50 points

La Banque Nationale du Rwanda a augmenté son taux directeur de 50 points de base ce mercredi 16 août, s'établissant désormais à 7,5 %. L'inflation dans les zones urbaines est retombée à 11,9 % en juillet, mais reste au-dessus de la cible de la BNR (5 ± 3 %). Elle devrait redescendre en dessous des 8 % à la fin 2023 et s'établir en moyenne autour de 5 % en 2024. Le gouverneur de la BNR, John Rwangombwa, a appelé à rester vigilant en raison des incertitudes liées aux tensions géopolitiques et le risque pesant sur la production agricole dû à de mauvaises conditions météorologiques.

## 🍷 Seychelles

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Somalie

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Soudan

Première réunion des ministres des affaires étrangères des pays limitrophes du Soudan.

Conformément aux recommandations de la réunion des pays limitrophes du Soudan, tenue au Caire le 13 juillet, les ministres des affaires étrangères de ces pays se sont réunis à N'Djamena le 7 août. Un plan d'action a été annoncé à l'issue de la réunion incluant trois points principaux : un cessez-le-feu global, l'organisation d'un dialogue incluant toutes les parties soudanaises et la mise en place de mesures efficaces pour faire face à la question humanitaire. D'un autre côté, les représentants des forces civiles signataires de l'accord cadre (signé début décembre 2022 entre les militaires et les civiles) se sont réunis à Addis Abeba les 14 et 15 août. Dans la déclaration publiée à la fin de leur réunion, les réunis appellent à la création d'un observatoire national ayant pour vocation de recenser les violations commises pendant la guerre, et d'un réseau national chargé de la facilitation de la délivrance de l'aide humanitaire. La déclaration exhorte toutes les forces civiles soudanaises à s'engager dans un processus politique visant de mettre fin à la guerre, en

coordination avec les initiatives précédentes. Elle traite également de la question économique appelant à l'élaboration d'un plan économique en coordination avec la communauté internationale et les institutions économiques mondiales afin de sortir le pays de la crise et la reprise des programmes coopération internationales suspendus.

### 4 millions de déplacés à cause de la guerre au Soudan

Selon les derniers chiffres publiés par l'organisation mondiale pour les migrations de l'ONU, le nombre de déplacés internes fuyant les zones de combats au Soudan s'élève à 3 millions de personnes. Cependant, plus de 900 000 ont quitté le pays cherchant refuge dans les pays voisins. Deux tiers de ceux-ci sont des ressortissants des pays de destination : Egypte, Libye, Chad, Centre-Afrique, Soudan du Sud et Ethiopie. L'agence des réfugiés (UNHCR) a exprimé ses préoccupations concernant les conditions difficiles dans lesquels vivent ceux-ci notamment à cause du surpeuplement des camps et les complications de

l'acheminement de l'aide humanitaire à cause de la saison des pluies.

## 📍 Soudan du Sud

### Le nouveau ministre des Finances présente un plan de stabilisation de l'économie

Bak Barnaba Chol est devenu le 4 août 2023 le 10<sup>ème</sup> Ministre des Finances et de la planification depuis l'indépendance en 2011. Il a présenté un plan qui ambitionne de stabiliser le taux de change, alors que la dépréciation de la livre sud soudanaise avait atteint un niveau record en avril 2023, et d'accélérer la mise en œuvre des réformes relatives à la gestion des finances publiques. Bak prévoit aussi de taxes les véhicules de luxe pour diversifier les recettes publiques, alors que 86,1 % d'entre elles étaient issues des exportations pétrolières en 2020/21. L'augmentation des recettes budgétaires doit permettre d'apporter une aide humanitaire aux populations affectées par les inondations, alors que presque 2/3 de la population se trouvait en situation d'insécurité alimentaire aigüe en septembre 2022.

## 📍 Tanzanie

### Vers une plus grande numérisation de la prestation des services gouvernementaux

Lors du lancement le 10 août de la station d'atterrissage du câble sous-marin *Airtel-2Africa* et du réseau 5G d'Airtel à Dar es Salaam, la présidente tanzanien Samia Suluhu Hassan a demandé aux ministères

de l'intérieur et de l'information, des communications et de l'informatique d'accélérer la numérisation des services gouvernementaux et d'unifier les données avec le programme de numéro d'identification personnel du pays. Les systèmes nationaux d'identification numérique sont généralement conçus pour vérifier l'identification et aider à fournir une assistance en ligne. La présidente a déclaré que le développement des services numériques et l'investissement dans les infrastructures favoriseront l'inclusion numérique dans le pays. Elle a indiqué que l'exclusion des populations rurales est un obstacle aux efforts de réduction de la pauvreté comme indiqué dans la deuxième stratégie nationale d'e-gouvernement de 2022 à 2027.



## CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)  
Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN  
[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART  
[quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET  
[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE  
[julien.defrance@dgtresor.gouv.fr](mailto:julien.defrance@dgtresor.gouv.fr)

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA  
[suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO  
[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS  
[rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)